



Cinq ans de prison (moins deux jours) n'ont pas brisé la détermination d'Emrullah Cin : à peine libéré, l'ancien maire de Viranşehir se lance dans la campagne électorale et gagne les élections municipales.

20° mission au Kurdistan Nord
(Turquie du Sud-est)
Heyeta 20emîn li Bakura Kurdistanê
21 mars – 1° avril 2014

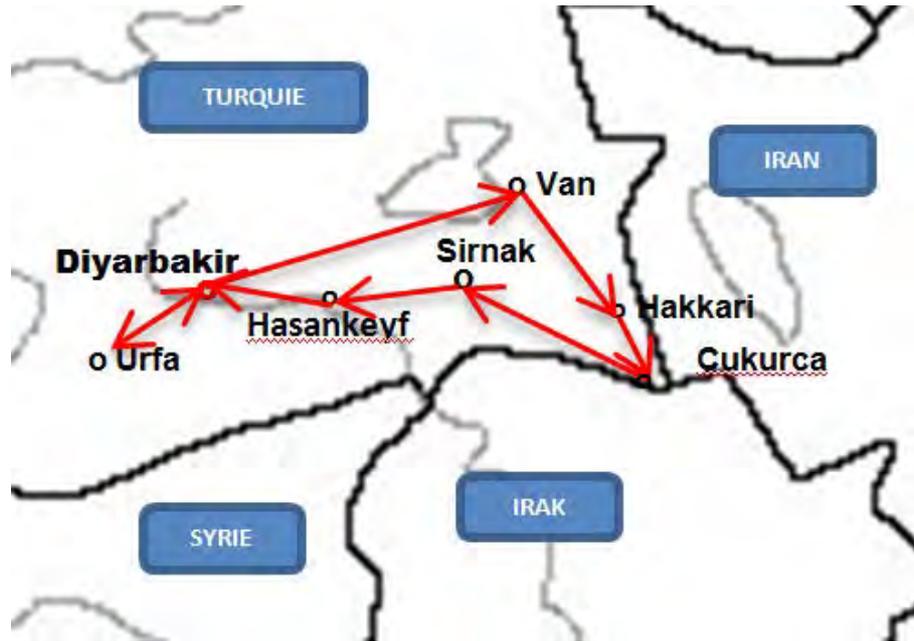
**les Amitiés kurdes de Bretagne
au cœur du Kurdistan**



Les Amitiés kurdes de Bretagne (AKB) ont envoyé pour la 20^e fois une mission au Kurdistan de Turquie

De la fête du Newroz à Urfa jusqu'aux élections à Sirnak, de Diyarbakir Métropole et Yenişehir (arrondissement de Diyarbakir) jusqu'à Hakkari et Çukurca, la délégation des Amitiés kurdes de Bretagne, conduite par Marie-Brigitte DUGOU, vice-présidente, a parcouru, du 21 mars au 1^{er} avril, 1 500 kilomètres et rencontré les personnalités et organisations suivantes :

Gültan Kışanak, députée, co-présidente du BDP, maire de Diyarbakir, **Selma Irmak**, députée de Sirnak, **Emrullah Cin**, maire de Viranşehir, **Selim Kurbanoglu**, maire de Yenişehir, **Dilek Hatipoğlu**, maire de Hakkari, **Servet Tunç** maire de Çukurca, **Ibrahim Kurdo** ministre affaires étrangères du canton de Kobane (Kurdistan syrien), Dr **Farid Bedirhanoglu**, maire sortant de Hakkari, **Hidir Demiroğlu**, maire sortant de Çukurca, **Mehmet Kanar**, maire destitué de Çukurca, **Zehra Sedun** et **Hemze El Mihemmed**, membres de l'Assemblée législative de Kobane (Kurdistan syrien), **Raci Bilici**, président IHD de Diyarbakir, **Miraz Calli** et **Mehtap Dastan Demirer**, président et coprésidente de la section BDP de Hakkari, **E. Mamedoglu**, vice-président, section BDP de Diyarbakir, **Zübeyde Teker**, présidente de TUHAD-FED, **Özlem Ozen**, coordinatrice de DIKASUM, **Murat Alokmen**, architecte, directeur de l'urbanisme à Diyarbakir, **Ebru OKMEN**, responsable des relations internationales à la mairie de Diyarbakir, **Zelal Arat Arslan**, service juridique à la



mairie d'arrondissement de Bağlar, **Ramazan Demir**, avocat à la cour d'Istanbul, **Farqin**, chanteur du groupe **Koma Azad**, porte parole du **centre culturel de Diyarbakir**, **Azadiya Welat : Rizo** et **Ramazan**, journalistes. **EPIDEM** : **Azize Kaya**, sociologue, et **Simel Begik**, assistante. **KESK** (Confédération des syndicats des fonctionnaires) : **Uzur Laman**, président du syndicat des transports, **Dilek Adsan** (Education), **Mushin Uyanik** (Collectivités locales) **Bedirhan Getinkaya** (Employés de bureau) et **Sirag Gelik** (Equipement). **Cilo Doğa Derneği** (Hakkari) : **Halit Soydan**, **Hassan Yigit**, **kadir Garipparioglu**, **Nasrettin Aslan**. **RENGIN** (atelier de tissage, Hakkari) : **Suleyman Ertus**, directeur, **Kadir** et les tisseuses. **Kurdi-Der** (Hakkari) : **Naif KAYACAN**, **Emrullah Gür**, **Ayse Duman**, **Naif Beyter**, **Hasri Akx**, **Aziz Kaya**, **Metin Kacmaz**, **Lasit Bor**, **Toiner Aston**, **Nazsrelin Aslan**. **Jinha** (agence de presse féministe) : **Derya Ceylan** et **Sarya Goëzüoğlu**, journalistes. Il faut ajouter à cette liste déjà longue des cadres, des candidat(e)s et des militants du BDP, non déjà mentionnés, rencontrés dans les régions de Diyarbakir, Hakkari et Sirnak.

Textes, photos, cartes et mise en page : André, Michel, François, Marie-Brigitte, Laetitia, Gaël, Claire, Pascal, Anne Sophie, Thierry, Jeanne, Yvan, Louise.

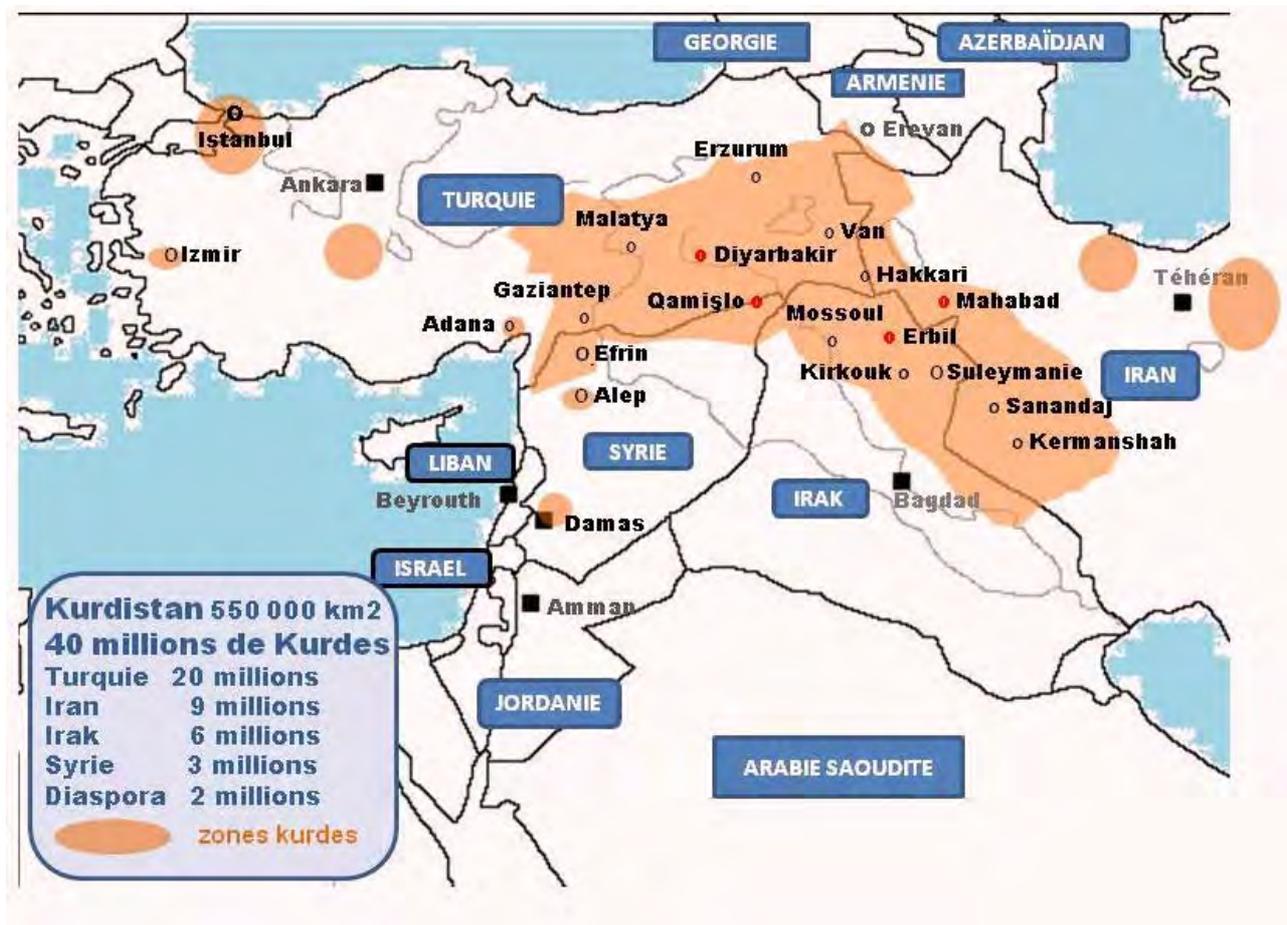
Remerciements : Eyyup Doru (BDP Europe), Ebru Okmen (ville de Diyarbakir), Suleyman Ertus (Hakkari), Amara, Maison du Peuple kurde (Rennes), Fidan (traductrice), Max. Azadi (ANF), Cemile (FEYKA).

Soutiens financiers : villes de Rennes, Diyarbakir, Hakkari, Sirnak, Viranşehir et donateurs anonymes.

Amitiés kurdes de Bretagne - 30, square de Lettonie 35200 Rennes

tel. 09.63.47.14.23 - fax 02.99.32.08.01 - akbdrk@orange.fr – <http://www.amitieskurdesdebretagne.eu/>

C'est en 1994 que la "délégation rennaise Kurdistan", avant de devenir "Amitiés kurdes de Bretagne" (en 2006), formée alors de "quatre citoyens rennais" se rendit dans la région de Diyarbakir pour servir en quelque sorte de gardes du corps aux journalistes et militants des droits de l'homme qui pouvaient à peine traverser la rue tant la pression militaire et policière était grande et ostentatoire.



Vingt ans plus tard, On peut dire que des progrès ont été réalisés au prix d'énormes sacrifices. Les Kurdes sont arrivés à force de luttes intenses à grignoter un certain nombre de droits. Ils ont fait notamment progresser l'autonomie locale par la voie la plus démocratique qui soit, celle qui consiste à gagner les élections, et ce malgré les pressions, les arrestations, les incarcérations, et les procès de toute sorte.

AKB a répondu à l'appel du parti pro-kurde, le BDP, le parti pour la Paix et la Démocratie, qui a souhaité que des délégations étrangères puissent participer aux fêtes du Newroz, le nouvel an kurde (21 mars) et aider, par leur seule présence, à garantir un bon déroulement des opérations de votes (30 mars). L'enjeu est important alors que patinent les négociations entre Abdullah Öcalan, leader du Peuple kurde, et R.T. Erdogan, un Premier ministre turc autocrate en grande difficulté.

La délégation est revenue riche d'informations et de témoignages recueillis auprès de contacts sérieux, établis, certains depuis l'origine, d'autres plus récents, allant du plus haut niveau jusqu'aux gens du peuple, auprès de responsables politiques, syndicaux, associatifs, mais aussi auprès d'enfants de quartiers populaires, la magie de la photo renversant les barrières de la langue.

André Métayer
Président des Amitiés kurdes de Bretagne

Au cœur du Kurdistan regards croisés sur huit questions d'actualité

Le parcours de la **délégation** des Amitiés kurdes de Bretagne, s'est déroulé du 21 mars au 1er avril, au cœur du Kurdistan. Des questions importantes furent abordées lors de différentes rencontres avec des maires, des avocats, des journalistes, des responsables politiques, des militants associatifs, et syndicalistes.

Des questions d'actualité concernant la réforme territoriale en Turquie, les dysfonctionnements dans le déroulement des élections municipales, le processus de paix avec comme corollaire la libération des détenus politiques, la fin des juridictions d'exception et le devenir des milices supplétives. Quelles influences peuvent avoir les avancées démocratiques dans l'organisation administrative et sociale du Kurdistan syrien (en kurde : ROJAVA), notamment dans les provinces de Hakkari et de Sirnak considérées par le BDP comme des régions pilotes ? Pour faire avancer les revendications, la désobéissance civile n'est pas écartée.



La délégation AKB avec le maire de Çukurca (à droite) et le maire de Hakkari (à gauche)

La réforme territoriale : "ce sera difficile mais c'est positif"

Elle concerne les villes métropolitaines comme Diyarbakir, à laquelle vont être rattachés 2000 villages. Les compétences de la préfecture sont transférées aux mairies qui auront en charge la gestion de fonds nouveaux antérieurement gérés par les préfectures, ce qui va renforcer leur autonomie. La nouvelle maire métropolitaine de Diyarbakir, Gültan Kışanak, députée, co-présidente du BDP, approuve ainsi que Eşref Mamedoglu, vice président de la section BDP de Diyarbakir, qui précise :

"seule une faible partie de ces fonds était utilisée au bénéfice des populations concernées. Nous, nous allons utiliser cet argent pour assurer le fonctionnement des services municipaux. Les décisions concernant l'utilisation de ces fonds seront prises en concertation avec la population".

La loi électorale de 1960, "une loi ancienne et dépassée"



Eşref Mamedoglu, BDP

En réponse aux questions sur un certain nombre de dysfonctionnements, constatés par la délégation, qui ont jeté le soupçon sur les résultats des élections municipales. E. Mamedoglu (BDP) explique :

"la loi de 1960 est antidémocratique et les représentants du BDP à l'Assemblée nationale ont déposé, en vain, plus de 500 propositions de réforme. Le bulletin (de vote) multiple, en particulier, doit être modifié."

La délégation a pu constater que ce bulletin multiple était illisible pour de nombreuses personnes, une véritable incitation à la fraude : il n'est pas rare, en effet, de voir plusieurs personnes non autorisées entrer dans l'isoloir avec le votant au prétexte de l'aider à s'y retrouver. Ramazan Demir, avocat à la Cour d'Istanbul, confirme que "les blancs dans la loi" sont la porte ouverte à tous les abus et ne peuvent qu'entamer la crédibilité des résultats.

Le processus de paix en discussion avec Abdullah Öcalan

On n'en est pas encore aux négociations, mais Raci Bilici, président de la section IHD (Association turque des Droits de l'Homme) de Diyarbakir, fait remarquer que, depuis que les discussions sont ouvertes entre Abdullah Öcalan et les envoyés du gouvernement turc, ***"il n'y a plus de morts, plus d'incendies dans les campagnes", que "les armes en tous genres se sont tues", que "toutes les violations engendrées par un état de guerre ont disparu"***. E. Mamedoglu souligne que dans ces discussions, ***"les deux parties ne sont pas sur un pied d'égalité"*** et que "l'Etat turc n'a rien lâché de ce qui avait été promis concernant la reconnaissance des droits des Kurdes". Raci Bilici constate lui aussi que les points négatifs sont très nombreux et que le Premier ministre R.T.Erdogan ne fait pas ce qu'il a promis mais il reste persuadé que ***"le problème se résoudra en dehors des armes"***. ***"C'est le message des Kurdes, et la Turquie l'a compris"***.



Raci Bilici, IHD

Combien de détenus politiques en Turquie ?

Raci Bilici confirme d'abord que la répression continue. Les actions en faveur de la démocratie sont réprimées et les arrestations pour des motifs politiques n'ont pas cessé : gardes à vue, détentions, condamnations. Miraz Calli, président de la section locale du BDP de Hakkari, témoigne :

"Deux familles sont venues nous voir ce matin : leurs enfants, 5 jeunes de 16 à 20 ans ont été mis en détention. Elles voulaient de l'aide, savoir comment elles pouvaient aller les voir et obtenir un rapprochement. Les conditions de vie dans les prisons demeurent épouvantables : violences, isolement, refus de traitement pour les malades".

Le BDP, comme l'IHD, ne peut fournir de chiffre précis concernant le nombre de détenus politiques encore en prison. Miraz Calli :

"l'Etat entretient l'opacité : quand on pose des questions à l'Assemblée, le gouvernement envoie des documents de 700 pages mais des documents qui ne répondent pas à la question".

Interrogé, R. Demir, avocat, confirme qu'il est très difficile d'avancer des chiffres précis car l'Etat bloque toutes les informations. La vérité se situe, selon lui, entre 10 000 et 12 000 détenus qui seraient incarcérés en Turquie pour des raisons politiques.

La durée de la détention préventive sur la sellette

Le Président de l'Union des Barreaux de Turquie, l'avocat Metin Feyziogla, avait déclaré le 16 octobre dans une interview à "Libération" que les Cours spéciales étaient **"une véritable justice parallèle menant ses propres procédures"**. Quand il a été question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, ces Cours spéciales, que Raci Bilici dénonce comme **"de véritables tribunaux militaires"**, qui jugeaient les personnes "soupçonnées de porter atteinte à la sécurité de l'Etat", ont été remplacées par des Cours dites à "compétences spéciales". Mais, en décembre 2013, à la suite de l'opération lancée contre R.T. Erdogan par les partisans de la confrérie Gülen, le gouvernement a supprimé ces Cours et transféré leurs compétences aux Cours criminelles de droit commun qui, elles, prévoient que la durée maximale d'une détention préventive ne doit pas excéder 5 ans (au lieu de dix ans dans les juridictions précédentes). **Cette disposition a contraint l'Etat turc à libérer des détenus politiques kurdes parmi les plus connus comme Emrullah Cin, maire de Viranşehir, ou Selma Irmak, députée de Sirnak, ou encore Gülcihan Şimşek, ancienne maire de Bostaniçi.**

Quid des protecteurs de village?

Il faut rappeler que les "protecteurs de villages" sont des forces supplétives recrutées par l'armée turque pour surveiller la population kurde et lutter contre la guérilla. L'IHD en avait demandé le désarmement lors d'une conférence de presse à Diyarbakir le 13 mai 2013, alertant l'opinion publique sur le danger constitué par la présence de ces milices armées qui, en toute impunité, se livrent sur la population à des actes répréhensibles, à des persécutions diverses pouvant aller jusqu'à des assassinats, des viols, des enlèvements. Ils sont aussi parfois considérés comme les premières victimes d'une politique oppressive : on cite le cas d'hommes enrôlés de force et contraints de faire ce "sale boulot" pour nourrir leur famille. Qu'en est-il aujourd'hui, dans le "processus de paix" ? Raci Bilici :

"L'Etat, en matière de désarmement, n'a pas fait un seul pas. Il n'a jamais cessé de se préparer à un état de guerre. Le nombre des forces militaires occupant la région n'a cessé d'augmenter. Toutes les unités armées auraient dû être retirées, mais ce n'est pas le cas. L'Etat n'a pas supprimé le système des protecteurs de village qui bénéficient de droits économiques et sociaux".

Les représentants du BDP à Çukurca, village frontalier avec l'Irak, confirment : au lieu d'alléger les effectifs, on a construit de nouveaux postes ; les villages évacués de force sont occupés par 1 400 militaires qui se sont inscrits sur les listes électorales.

L'autonomie démocratique par tous les moyens, même celui d'une désobéissance

L'autonomie démocratique du Rojava (Kurdistan syrien) fait rêver les kurdes de Turquie qui veulent la mettre en place par tous les moyens, y compris celui d'une désobéissance civile. La mise en place de la **coprésidence homme femme** dans toutes les instances du BDP, y compris les mairies, n'est pas le seul exemple :

"Nous avons écrit au Préfet pour l'avertir que nous allons utiliser les deux langues. Même si nous devons payer des amendes, nous continuerons à assurer les services municipaux en utilisant les deux langues."

affirment les deux représentants du BDP de Hakkari,
Miraz Calli et Dastan Demirer, BDP

→



L'association KURDI-DER confirme :

"La plaque à l'entrée de la ville sera modifiée, on écrira le nom de la ville dans les deux langues : Colemêrg (en kurde) et Hakkari (en turc). La langue kurde doit primer dans les relations de la vie courante. Les restaurants, par exemple devront présenter leurs menus en kurde". (KURDI-DER est une association qui dispense des cours de langue kurde)

Des projets d'ouverture d'écoles pourraient voir le jour à Hakkari, malgré les échecs des précédents projets qui se sont soldés par des arrestations. Des crèches en langue kurde sont également en voie d'être créées, avec les moyens du bord.

Des coopératives pour favoriser le développement économique

Partant du passé prospère de la région de Hakkari d'avant la guerre, le BDP parie sur cette région pour développer des coopératives. Dastan Demirer, en femme de terrain, présente le projet :

"il s'agit de favoriser le développement économique d'une région ruinée par des années de guerre et en proie au chômage, en particulier celui des jeunes. Nous ne pouvons attendre une aide de l'Etat qui ne viendra pas. Nous devons le faire avec nos propres ressources. Ces coopératives que nous allons créer prendront appui sur des activités comme le tissage, l'élevage, l'apiculture, et constitueront un moyen de faire revivre des villages évacués de force mais de nouveau accessibles. L'ambition est de créer des coopératives qui s'autofinanceront à long terme."

Dans cette région, près de 90% des habitants sont acquis au BDP. Ce n'est donc pas surprenant que le choix du BDP qui prépare le terrain à une éventuelle autonomie démocratique à partir de deux provinces pilotes se soit porté sur la région de Hakkari, l'autre étant celle de Sirnak. Demir Çelik, vice-président du BDP, ancien maire de Varto, et coordonnateur pour son parti du programme concernant les collectivités locales, remet en cause l'hyper centralisation de l'administration de la Turquie :

"Nous demandons à l'Etat un remboursement à hauteur de 20 % sur les bénéfices qu'il a tirés de l'exploitation des ressources énergétiques dans cette région du sud-est de la Turquie. Il ne s'agit pas de revendiquer une autonomie régionale mais d'une juste répartition des bénéfices. Les expériences de coopératives se sont avérées une réussite partout où elles se sont développées. La région possède des réserves en pétrole et en métaux. Une centaine d'installations hydroélectriques sont en fonctionnement. La population a le droit de dire son mot quant à l'utilisation de ces ressources."

Une demande identique, émanant de Gültan Kışanak, députée BDP, maire de Diyarbakir Métropole, est arrivée sur le bureau du ministre de l'Energie du gouvernement, qui lui a fait répondre que cette question n'était pas à l'ordre du jour.



Demir Çelik, vice-président du BDP

Cette fin de non recevoir fait réagir Demir Çelik :

"Cette demande est tout à fait légitime. Elle marque la détermination du peuple kurde pour faire reconnaître ses droits. Le peuple kurde n'y renoncera pas".

Au cœur du Kurdistan Les libérations au compte goutte 48 détenus politiques libérés après cinq années de détention

Quatre ans et 1/2 de détention n'ont pas brisé la détermination d'Emrullah Cin

Emrullah Cin, ancien maire de Viranşehir, sorti de prison le 3 février dernier, a reçu la délégation le 22 mars à Urfa, alors que la fête du Newroz battait son plein. Il avait été l'une des premières victimes des grandes vagues d'arrestations et d'incarcérations qui ont suivi les élections locales de 2009. Il était parmi les 151 inculpés du fameux procès sans fin de Diyarbakir qui s'est ouvert le 18 octobre 2010 et qui dure encore.

Des projets ambitieux et des réalisations innovantes

Le festival de cinéma de Douarnenez, projetant de consacrer l'édition 2003 au cinéma kurde, avait envoyé une équipe à Viranşehir et, comme la délégation de la Fédération Mondiale des Cités unies (FMCU) qui l'avait précédée, avait été impressionnée par les initiatives citoyennes impulsées par la municipalité et son maire. Emrullah Cin devait venir à Douarnenez parler de la démocratie participative mais les autorités turques lui ont refusé l'autorisation de quitter le territoire.



Après cette longue captivité, l'infatigable Emrullah Cin a retrouvé sa femme et ses deux jeunes enfants, mais pas pour longtemps : il a cédé à l'aimable pression de ses amis et accepté d'être le candidat du BDP à la mairie de Viranşehir, en duo avec Filiz Yılmaz, tous les deux enchaînent réunions sur réunions, conférences sur conférences. Interrogé sur ses années de prison, il dit ne cultiver aucun sentiment de rancune. Emrullah se projette déjà vers l'avenir.

Selma Irmak, députée kurde de Sirnak, libre après 5 années de détention

Née en 1971 à Kiziltepe (province de Mardin), Selma Irmak fait partie de ces femmes qui, très jeunes, commencent à militer dans les organisations étudiantes et au Centre culturel de Mésopotamie (MKM). Elle



Selma Irmak, à Sirnak, le soir des élections

connaîtra la prison dès 1994. Animatrice de l'Institut kurde d'Istanbul, elle adhère au HADEP, puis au DTP dont elle devient une des vice-présidentes. Elle est arrêtée, ainsi que nombre d'autres élus, deux semaines après les élections municipales de mars 2009 où elle s'était portée candidate et mise en détention. La victoire du parti kurde était une surprise intolérable pour le pouvoir turc. En juin 2011, elle est élue députée de Sirnak et exerce ses fonctions du fond de sa prison de Diyarbakir, alors qu'elle aurait dû bénéficier de l'immunité parlementaire. Avec Faisal Sariyıldız, autre député de Sirnak incarcéré, elle lance en février

2012 la grande grève de la faim qui sera suivie par

des centaines de détenus. Elle n'est libérée que le 4 janvier 2014, en même temps que quatre autres députés (Kemal Aktas, Faysal Sariyildiz, Ibrahim Ayhan et Gülser Yildirim). La délégation a pu s'entretenir avec Selma Irmak, à Sirnak, le soir des élections municipales.

"La prison est inhumaine, inacceptable"

"Dans la prison pour femmes à Amed (Diyarbakir) il y a 4 cellules : 3 pour les détenues politiques et une pour les détenues de droit commun. La prison m'a beaucoup affectée en tant que femme. Le dortoir dans lequel nous étions confinées était conçu pour 22 personnes, mais nous étions 48. Nous nous partageons un lit pour deux ou trois personnes. Certaines détenues dormaient par terre ou sur la table. La nourriture était mauvaise et dégoûtante (présence de cheveux, d'insectes...). Les malades étaient laissées sans soin. Les livres que nous recevions étaient parfois saisis. C'est la torture psychique qui était la plus importante et pour lutter contre elle on élargissait les murs de la prison avec notre esprit ! On discutait, on faisait des séances de lecture, des sketches... Il y avait un renforcement de la conscience politique. Des femmes illettrées ont appris à lire et à écrire. Nous donnions la parole à des femmes qui n'avaient pas l'habitude de parler en public et qui prenaient peu à peu confiance. A l'intérieur de la cellule collective, c'était « chez nous ». Il arrivait même que des gardiennes nous sollicitent pour les aider à régler leurs propres problèmes. La justice est utilisée pour briser la résistance du peuple kurde".

Les députés élus ont été maintenus en détention, malgré leur immunité parlementaire, en toute illégalité. Ils n'ont donc pas été remplacés (sauf Hatip Dicle) et ont pu exercer leur mandat depuis la prison.

TUHAD FED exige la libération de tous les prisonniers politiques

Zübeyde Teker, présidente de TUHAD-FED (Fédération des associations de solidarité en aide aux familles des détenus condamnés) :

"Nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques et pour ce faire nous avons lancé une campagne de pétitions. Notre objectif est d'atteindre 10 millions de signatures d'ici le mois de septembre 2014".

Même les détenus gravement malades n'ont pas été libérés

Un an et demi après les premières rencontres entre Abdullah Öcalan et des représentants du gouvernement Erdogan qui, dans le cadre du processus de paix amorcé, permettaient d'espérer la libération des détenus malades, dans l'attente de celle de tous des détenus politiques, le constat est amer :



Zübeyde Teker, présidente de TUHAD-FED

"seuls quelques élus et avocats ont été libérés et parmi eux quatre députés. Aujourd'hui encore, des détenus gravement malades sont toujours en prison ! Si quelques personnalités politiques et syndicalistes ont pu bénéficier d'une remise en liberté, les personnes modestes croupissent en prison dans l'anonymat le plus complet, alors que les généraux responsables de milliers de morts dans les années 90 ont été libérés !" (allusion à l'affaire Ergenekon, du nom d'un réseau accusé de complot contre l'Etat, composé principalement de militaires de haut rang).

L'administration pénitentiaire brouille les pistes par un déplacement permanent de détenus d'une prison à l'autre. Elle veut briser la résistance intérieure qui s'organise malgré les sanctions, la plus fréquente étant l'isolement. Elle veut aussi punir les familles solidaires et désorganiser les soutiens apportés par les proches et les associations comme TUHAD FED qui dénoncent les cas de tortures physiques et psychologiques :

"Toutes les personnes arrêtées subissent systématiquement des tortures, même à leur retour d'hôpital. De nombreux mauvais traitements sont également enregistrés sur les mineurs incarcérés."

La situation des enfants détenus reste préoccupante. Des enfants mineurs sont toujours détenus dans les prisons turques. Il est très difficile d'avoir un compte exact du nombre de ces enfants.

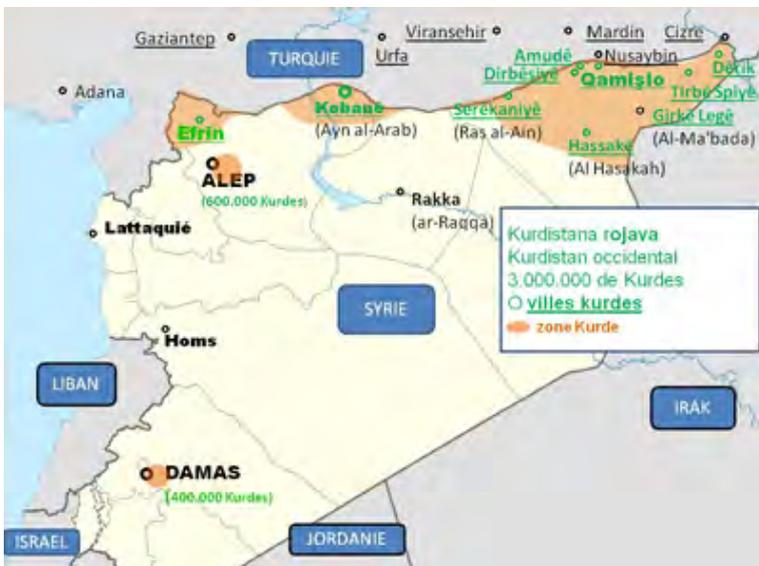
Au cœur du Kurdistan L'Espoir

Newroz à Urfa

La délégation envoyée par les Amitiés kurdes de Bretagne, à peine arrivée à Diyarbakir, s'est trouvée plongée dans un monde en pleine euphorie fêtant le Newroz, un moment de ferveur où tout un peuple appelle de toutes ses forces à la reconnaissance de son identité et croit à une libération proche, certaine et inéluctable. Le 21 mars elle était à Diyarbakir, le 22 mars, à Urfa, où le candidat à la mairie était Osman Baydemir qui, après deux mandats à Diyarbakir, ne peut se représenter dans cette ville, capitale du Kurdistan de Turquie.



Que se passe-t-il là-bas, au Rojava ? Une révolution



Hidir Demiroglu, maire sortant de Çukurca (Çelê en kurde) petite commune frontalière de l'Irak :

" Öcalan est resté longtemps là-bas, au Rojava. Les Kurdes syriens sont en train de mettre en place son modèle de société".

Ce Kurdistan syrien, (Rojava en kurde) est divisé en trois cantons : Djezira (le canton le plus peuplé comprenant notamment la ville de Qamişlo), Kobanê et Efrin. Ces cantons sont isolés les uns des autres par deux corridors d'une soixantaine de km qui prennent Kobanê en sandwich. Ces corridors sont sous contrôle des

combattants djihadistes de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL). Les populations kurdes sont contraintes de passer par la Turquie pour circuler d'un canton à l'autre. La Turquie a mis en place de son côté un embargo sur toute la région.

"La Turquie alimente l'idée que parce que nous nous défendons contre les attaques des djihadistes, nous soutenons le régime de Bachar El-Assad. C'est faux ! Ni les uns ni les autres ne sont des démocrates".

Un troisième modèle de gouvernance dans le monde

Ibrahim Kurdo, ministre du canton de Kobanê.

" En fait, c'est le système de gouvernance mis en place qui gêne. C'est un modèle démocratique qui n'est ni un fédéralisme classique, ni une autonomie classique. A l'Etat unitaire, les Kurdes de Syrie opposent l'idée de gouvernance locale, décentralisée. C'est l'Assemblée législative de l'Autorité démocratique et autonome du Kurdistan syrien qui a formalisé ce modèle démocratique, écrit la Constitution, mis en place une loi électorale. Chaque canton est habilité à déclarer sa propre autonomie démocratique et à se doter de structures de gouvernance selon le modèle défini : une assemblée législative, des ministres. Ce modèle inclut les Kurdes, les Arabes, les Arméniens, les Assyriens, les Tchétchènes, mais aussi les différentes religions comme l'islam, le christianisme, le yézidisme etc... Le canton de Djezira a adopté trois langues officielles (kurde, arabe, syriaque). Les femmes sont fortement représentées dans les gouvernements de ces trois cantons. C'est une femme qui est à la tête du canton d'Efrin".



Les Kurdes de Diyarbakir appuient la révolution au Rojava

« Le BDP de Diyarbakir veut renforcer la marche de la révolution au Rojava » dit Eşref Mamedoglu, vice-président de la section locale du BDP à Diyarbakir pour qui « l'influence du PKK est un acteur important au Moyen-Orient. » En même temps qu'il souligne la cohésion entre l'idéal démocratique des Kurdes du Rojava et des Kurdes de Turquie, il montre l'interdépendance entre les avancées des uns et des autres. « Le système d'Ocalan est en train de se construire. Rojava, c'est le test. » Le corollaire, c'est la défiance et le rejet du système de gouvernance adopté par le Parlement du Kurdistan irakien sous l'influence du parti majoritaire du président Barzani, le PDK (parti démocratique du Kurdistan).

Servet Tunç, le nouveau maire de Çukurca confirme :

"au Kurdistan irakien, le système est très différent. Il n'y a pas de relations entre nous. La frontière est sous contrôle du PDK d'un côté et sous contrôle du PKK de l'autre".

Des boucliers humains pour s'opposer à l'envahisseur

Ibrahim Kurdo :

"Cette révolution qui a remonté le moral des peuples est la seule option offrant une perspective de coexistence basée sur l'égalité et la liberté. Cette grande révolution est contestée par certaines forces internationales et les Etats régionaux qui veulent la détruire, notamment la Turquie et certains pays arabes oligarchiques qui apportent un soutien politique, logistique, financier et militaire à des groupes comme Al-Qaïda, l'EIL et Al Nostras. Quel que soit le prix à payer, nous sommes prêts à servir de boucliers humains pour faire échouer les plans de l'EIL. Aucune force ne pourra résister à cette révolution".

Le Kurdistan syrien continue d'être victime des attaques de l'EIL ; des affrontements se produisent quotidiennement dans le canton de Kobanê. Le silence international est impressionnant, comme si la déstabilisation du Kurdistan occidental était, pour certains, l'objectif majeur à atteindre.

Au cœur du Kurdistan Les projets vers un temps de paix

Les Amitiés kurdes de Bretagne reçues par le maire de Yenişehir (arrondissement de Diyarbakir) et par Gültan Kisanak, députée BDP et maire de Diyarbakir Métropole

La délégation a non seulement rencontré à Diyarbakir des responsables politiques, syndicaux, associatifs, mais elle a aussi tissé des liens affectifs avec les habitants de Ben U Sen, un quartier populaire de Yenişehir, l'un des arrondissements de Diyarbakir. La magie de la photographie renversant les barrières de la langue, les contacts ont pu s'établir à partir d'ateliers photos ouverts aux enfants du quartier. La maquette d'un livre de photos et de textes, résultat d'un travail de terrain mené depuis deux ans par François Legeait et Gaël Le Ny sur le quartier de Ben u Sen, a été présentée lors des différentes rencontres. Il raconte en images la vie de ce "gecekondu", pauvre mais solidaire, avec une vraie vie de quartier. L'accueil qui lui a été réservé conforte les AKB dans la poursuite de son action : la parution du livre est prévue pour l'automne prochain.

Ben u Sen, vu de la ville, c'est un bidonville. Vu de la vallée du Tigre, c'est un village

Ben u Sen, avec sa mauvaise réputation et ses maisons auto construites et insalubres, est-il condamné à disparaître ? Selim Kurbanoglu, maire de Yenişehir s'est voulu rassurant :

"Nous souhaitons vraiment nous attaquer à l'insalubrité du quartier tout en relogant les populations sur place pour ne pas détruire le tissu social. Mais, sans l'aide de l'Etat, ça va être très dur financièrement. Sauf si nous obtenons de l'UNESCO le classement des remparts."



Selim Kurbanoglu,
maire de Yenişehir →



← Murat Alokmen ,
architecte, directeur du
département de l'Urbanisme à la mairie métropolitaine de
Diyarbakir, a gardé un excellent souvenir de sa venue à Rennes en
mai 2008, et a rappelé les bonnes relations entre les deux villes, tout
en regrettant qu'aucune convention ne soit signée ni qu'aucun
projet ne soit défini.

La réhabilitation de Ben u Sen : la quadrature du cercle

"le projet de réhabilitation de Ben u Sen pose deux problèmes majeurs : la gestion des abords des remparts (périmètre de protection) et le relogement des populations. La mairie a repris la responsabilité du projet, suite à une réforme administrative concernant les prérogatives des municipalités métropolitaines, et remis en cause la participation de Toki" (Agence Gouvernementale de l'Habitat dont la politique de relogement a été jugée trop dommageable d'un point de vue social).

Les remparts, classés « monument historique national » sont, à ce titre, de la compétence du ministère de la culture. Le mode de vie de Ben u Sen reposant sur des liens économiques et sociaux solidaires est donc aujourd'hui menacé mais tout espoir n'est pas perdu.

Gültan Kışanak : "pour Diyarbakir, Rennes a une place à part"

Gültan Kışanak, députée de Diyarbakir, co-présidente du BDP, a reçu la délégation des Amitiés kurdes de Bretagne alors qu'elle était en pleine campagne électorale pour succéder à Osman Baydemir, candidat à Urfa.

La ville de Rennes n'est pas une inconnue pour **Gültan Kışanak**: elle n'avait que 18 ans en 1979 quand les bus rennais sont arrivés à Diyarbakir mais elle s'en souvient encore : Sur ces 4 bus il était écrit 'KURDISTAN', ce qui a causé quelques soucis !, dit-elle en riant, mais d'ajouter sérieusement :

"Pour nous les amis, c'est très important. La société kurde est très sociale et solidaire, c'est ce qui fait sa fierté. Les liens de coopération entre villes sont essentiels et il y a une place à part pour les amitiés fortes et anciennes comme celles qui perdurent entre Rennes et Diyarbakir".



La délégation des Amitiés kurdes de Rennes reçue par Gültan Kışanak, députée maire de Diyarbakir

Diyarbakir est une ville jeune : 56% de la population ont moins de 18 ans. La politique sociale est primordiale dans une ville où existent une grande précarité et un taux de chômage élevé. Cette volonté municipale s'exprimera à travers la coprésidence : chaque commune propose deux personnes, une femme et un homme, qui exerceront au même titre le pouvoir de maire. Il s'agit à la fois d'un acte de désobéissance civile et une revendication à l'égalité des droits. Cette coprésidence est mise en pratique au BDP depuis 8 ans et elle a porté ses fruits, d'où la lutte pour que la législation évolue aussi pour les mairies. Gültan Kışanak, qui est la première femme à être élue maire de la métropole veut faire de Diyarbakir, "une ville de femmes". Sur les listes de conseillers, il y a alternance homme/femme.

Concernant la réhabilitation du quartier de Ben u Sen, **Gültan Kışanak** a confirmé que l'approche était difficile : **"on ne veut pas toucher à la structure sociale mais les maisons sont insalubres !"**

T'as pas vu mon quartier? - un livre sur Ben U Sen ("moi et toi") bientôt en vente

Au cœur du Kurdistan regards sur "moi et toi" (quartier de Ben U Sen) (projet d'édition)

*Ben U Sen (« Moi et Toi ») occupe un vallon au pied des remparts de Diyarbakir.
Ben U Sen, 18000 habitants : des Kurdes mais aussi des Tziganes, des réfugiés Syriens.
Ben U Sen, un quartier auto-construit par les familles qui y vivent.
Ben U Sen, un mode de vie paysan, traditionnel, fondé sur l'identité kurde.
Ben U Sen a mauvaise réputation. On n'y parle pas turc, mais kurmandji ou zazaki.
Ben U Sen incarne à la fois l'injustice qui est faite aux exclus, et leur résistance à cette injustice.
Ben U Sen, une page d'histoire qui ne doit pas sombrer dans l'oubli.
Ben U Sen dont les couleurs continuent à faire tache dans un univers de plus en plus monochrome.*



*Gaël Le Ny,
François Legeaif
Elic Guillou*

Ben U Sen
Ben ve Sen

*Projet d'édition
Yayın Projesi*

**Vu de la ville, c'est un bidonville
vu de la vallée du Tigre, c'est un village.**

**Şehirde bakıldığında bir gecekondu.
Fırat vadisinden bakıldığında ise bir köydür.**

Ben U Sen est pauvre, mais solidaire et autonome

Ben U Sen yoksuldur, fakat dayanışmanın olduğu özerk bir yerdir

Au cœur du Kurdistan avec le mouvement démocratique des femmes libres :

- DIKASUM, un espace de vie sociale
- EPIDEM, un centre d'écoute et d'éducation

DIKASUM : "la lutte des femmes n'est pas un choix, c'est une obligation"

"Lorsque la femme kurde sera libre, le peuple kurde sera libre " Ainsi s'exprime en citant Abdullah Öcalan, Özlem Ozen coordinatrice, de DIKASUM, une association de femmes kurdes, attachée à la mairie métropolitaine de Diyarbakir et membre du DÖKH (Mouvement démocratique des Femmes libres). Créée en 2001 par les femmes du DTP (parti pro kurde dissout après sa victoire aux élections locales de 2009 et remplacé par le BDP), DIKASUM fonde son action à partir de cet axiome : seule l'émancipation des femmes permettra la libération de la société. DIKASUM recueille les plaintes des femmes victimes de violences et recherche des solutions avec elles. Elle possède des sections dans quatre quartiers de Diyarbakir (dont Ben U Sen), organisées autour de laveries qui permettent de soulager les femmes d'une lourde charge de travail quotidien, tout en leur ouvrant un espace de vie sociale avec un soutien psychologique et des activités culturelles comme des cours de kurde, d'informatique, de musique. Elle met aussi en place une éducation préscolaire gratuite (pour les enfants de 3 à 5 ans), avec l'aide de la mairie. Avec d'autres associations, DIKASUM mène également, des actions en faveur des femmes détenues.

Özlem Ozen, (DIKASUM) →



EPIDEM, un Centre d'Ecoute et d'Education au plus près de la population

L'association EPIDEM, composée d'équipes professionnelles, en contact avec des publics de toutes origines ethniques ou religieuses, en majorité kurdes, habitant, pour la plupart dans les quartiers "gecekondü" (bidonvilles) met en place des centres d'écoute qui répondent aux problèmes liés

- aux déplacements forcés générant des problèmes économiques pour ces personnes sans ressources.
- aux violences conjugales : souvent la femme n'a pas les moyens financiers pour se séparer de son mari.

Les crimes d'honneur restent un souci. Une des activités principales d'EPIDEM est l'assistance psychologique. Pour une femme victime de violence, cette assistance est nécessaire mais pas suffisante. C'est pourquoi ont été créés à Diyarbakir 3 foyers d'accueil pour les femmes violentées et/ou en risque pour leur intégrité physique. Deux sont rattachés à Diyarbakir Métropole et un à la Préfecture. Dans les foyers de la mairie, les femmes sont accueillies avec leurs enfants ; dans le foyer de la Préfecture, les enfants sont confiés à un foyer pour enfants.

Des activités suspectes pour le pouvoir turc

Composante de DÖHK, chaque structure a une activité principale dans cette ville métropole qui accueille un grand nombre de personnes déplacées : elles viennent des régions rurales du Kurdistan nord (Turquie du Sud-est), chassées par la guerre, mais aussi du Rojava (Kurdistan syrien). DIKASUM assure la gestion des foyers d'accueil et, avec ses laveries, une présence active dans quatre quartiers ciblés. EPIDEM se charge du soutien psychologique. DÖHK, en tant qu'organisation coordonnatrice des différentes activités, favorise les contacts et l'orientation. La gouvernance, de forme participative, est suspecte aux yeux du gouvernement pour qui toutes ces actions sont assimilées à des activités politiques. Beaucoup de militantes féministes sont actuellement incarcérées. Özlem Ozen est elle-même poursuivie pour avoir organisé une manifestation dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes (le 8 mars).

Au cœur du Kurdistan Le Centre culturel de Mésopotamie (MKM) de Diyarbakir



Ce qui est frappant pour un Breton, ce sont ces danses en ligne et ces pas très semblables à ceux qu'on trouve dans les gavottes et autres ridées. Dans les fêtes kurdo-bretonnes, les danseurs kurdes se mêlent sans difficulté aux danseurs bretons et finissent par transformer l'an dro en danse kurde. Le Centre "Arts et Culture" de Diyarbakir - Dicle firat kültür sanat derneği, anciennement Mezopotamya Kültür Merkezi (MKM), situé au sein de la vieille ville, est le lieu par excellence de la recherche de l'expression culturelle kurde. Il s'est donné pour but de développer

l'expression culturelle et artistique à travers le théâtre, la peinture, la danse, la musique, le chant choral. Les activités peuvent être mixtes. Farqin, chanteur du groupe Koma Azad et porte parole du centre culturel ne cache pas les difficultés :

" A l'origine notre institution a été créée au niveau national pour contrer la politique d'annihilation de la langue kurde. Le rôle que nous nous donnons est celui d'une éducation de la jeunesse par l'expression artistique. Nous combattons les préjugés. Des pressions réelles sont exercées sur les femmes. Nos activités, animées par des professionnels et des bénévoles, sont auto financées L'aide financière municipale permet d'accueillir des adolescents et jeunes adultes pour lesquels les cours, le logement et les repas sont gratuits. Les académies forment aussi des éducateurs et des enseignants mais cette formation se heurte au problème de la reconnaissance d'un diplôme".

Dengbêj (gwerz en breton - complainte)

Le centre culturel est en relation étroite avec la "Maison des Dengbêj" ("Mala dengbêjan"), ces chanteurs à capella dont les vocalises viennent du fond de l'âme kurde. Ces contes mythiques, appelés aussi dengbêj, ce sont toute l'histoire d'un peuple! Ils expriment les relations entre l'humain et la nature, l'histoire de cette nature, les événements historiques du passé, l'amour, la guerre, les héros, les légendes. Les Dengbêj jouent, encore aujourd'hui, malgré les interdictions, un rôle très important dans la transmission de la culture kurde. "C'est pour cela que nous voulons les préserver et les développer" conclut Farqin.

Demande d'échanges culturels

La Feyka (Fédération des associations kurdes en France) est en relations étroites avec le centre "Arts et Culture" de Diyarbakir, et l'association rennaise "Amara, Maison du peuple kurde" a déjà fait venir plusieurs groupes de chanteurs de musiciens de ce centre culturel pour des concerts à Rennes. Le dernier en date fut donné le 20 mai 2012 au profit des enfants de Ben U Sen, un quartier bidonville de Diyarbakir, avec notamment la participation de Farqin et du célèbre groupe Koma Azad. Le centre "Arts et Culture" de Diyarbakir rêve d'un partenariat ou d'une collaboration culturelle avec la Bretagne. Pourquoi ne pas commencer par une invitation à participer à un festival? C'est politiquement et culturellement une suggestion qui devrait susciter des réponses.



Farqin, chanteur du groupe Koma Azad

Au cœur du Kurdistan

Elles sont heureuses et fières, les tisseuses de Hakkari

"Oui, nous sommes toutes fières de perpétuer la mémoire du peuple kurde. A travers nos kilims, c'est le peuple kurde que nous voulons faire connaître."



Le contact s'établit autour d'un repas pris en commun et les langues se délient. Elles sont heureuses, ces jeunes femmes de bavarder et de faire partager leur repas, Aujourd'hui c'est un *qriz*, plat mijoté de viande de mouton servie avec du riz, des pois chiches et des fruits secs. Elles sont gaies, elles ont entre 17 et 28 ans, elles aiment faire la fête. Mais le travail de tissage est dur : Il se fait à genoux devant un métier vertical : **"Oui notre travail est difficile"**. Elles n'en diront pas plus. Elles sont pudiques. Il faut rendre hommage ici à ces femmes, humbles certes, mais militantes parmi les militantes.

L'atelier Rengin

L'atelier a été créé en 2000 dans le but de fournir un travail à des femmes déplacées, chassées par l'armée de leurs villages perchés dans la montagne autour de Hakkari. Le but est aussi de perpétuer un tissage de haute qualité, traditionnel tant par le choix des matériaux que par celui des dessins. Les couleurs sont naturelles, à base de plantes cueillies dans la montagne. La recherche de la laine s'avère délicate car le mouton se fait rare. C'est un comble dans ce pays d'élevage ! Le mouton est une victime collatérale de la guerre. L'Etat turc, qui est déjà passé au "synthétique", ne reconnaît pas la dimension culturelle. Ici, on ne parle pas de "kilims kurdes" mais de "**kilims kurdes de Hakkari**", des kilims tissés main, de haute qualité et reconnus comme tels. Les tisseuses touchent un salaire correct, dans des conditions acceptables. Elles apprécient notamment d'avoir de l'eau chaude ! Un grand luxe dans la région !



Le kilim, une question d'équilibre

Sur les kilims alternent des motifs joyeux et des motifs graves. Le serpent à deux têtes évoque les mensonges, puis les deux mains sur les hanches évoquent l'espoir, la chance. Beaucoup de motifs rappellent la tradition pastorale de la région, anéantie par la politique de la terre brûlée : patte de chèvre, cornes de bélier qui symbolisent le courage. Dans les frontières du kilim, il y a des dos à dos, des scorpions qui évoquent les tensions à l'intérieur de la communauté, suivis immédiatement par une ligne de couleurs choisies qui trace les sandales de la mariée. C'est le signe de l'espoir qui renaît sans cesse. Le kilim, c'est comme dans la vie, il faut trouver l'équilibre, l'équilibre du balancier qui va et qui vient.

Des liens étroits se sont tissés entre l'atelier Rengin et la Bretagne.

Le contact établi en 2004 ne s'est jamais interrompu tant il repose sur de fortes relations humaines et sur une coopération socio-économique et culturelle authentique : la vente de kilims, c'est autant de rencontres qui permettent de parler des droits culturels et politiques du peuple kurde.

Au cœur du Kurdistan

L'écologie, deuxième pilier du programme du BDP

L'écologie, c'est le deuxième pilier du programme du Parti pour la Paix et la Démocratie (BDP). A Hakkari, l'association pour la défense de l'environnement, Cilo Doğa Derneği, (du nom de la montagne Cilo qui domine Hakkari) en a fait son axe de lutte. Une année après le début des discussions entre le gouvernement Erdogan et le leader kurde Abdullah Öcalan, Cilo Doğa Derneği, au cœur de cette région frontalière avec l'Irak et l'Iran, fait le point.

Rétablir l'équilibre environnemental

"Depuis le début du processus de paix, il n'y a plus d'affrontement dans la région, plus d'utilisation d'armes chimiques. Par contre notre écosystème est lourdement affecté par les dégâts que les interventions militaires ont causés. Des espèces végétales rares sont menacées".



Hasankeyf un des sites historiques de maisons troglodytes.

Les autorités gouvernementales vont également rayer de la carte des régions entières en construisant des barrages hydroélectriques dont l'utilité est d'ailleurs contestée. En noyant des vallées entières, ils se rendent coupables de la destruction d'espèces végétales et animales. C'est le cas à Hasankeyf où la Turquie n'a pas renoncé à construire sur ce site un barrage qui fera disparaître tout un patrimoine assyrien, chrétien, abbasside, islamique et ottoman.

Développer les activités de montagne

Cette région est dotée de montagnes et de parois impressionnantes où il serait possible d'y développer des activités sportives et touristiques si le passage était libre, mais le gouvernement préfère condamner les membres de clubs sportifs au motif que leurs activités servent à soutenir la guérilla.

Déminer la région

L'accès à de nombreux villages et à des zones entières est interdit. Toutes les frontières des quatre parties du Kurdistan sont truffées de mines qui tuent tous les jours bergers et autres civils. Un appel est lancé aux gouvernements et aux organisations internationales pour ouvrir ce gigantesque chantier de déminage.

Lutter contre la pollution

La région connaît une accumulation de déchets qui pollue le sol, bien que les collectivités locales du BDP mènent depuis ces trois dernières années une politique active de lutte contre la pollution. Un projet commun est à l'étude pour recycler les déchets. Il sera conforme aux standards européens et bénéficiera de fonds européens. Les décharges sauvages seront supprimées.



Une étape dans la lutte pour l'autodétermination

Le projet d'autodétermination du peuple kurde passe par la prise en compte de la question environnementale et du rapport entre l'homme et la nature, en rupture avec une société basée sur un développement capitaliste. Ces questions trop souvent occultées, dans la guerre de libération et dans la lutte pour reconnaissance de l'identité kurde, deviennent aujourd'hui incontournables.

" Nous avons commencé un travail de formation en mettant en place des assemblées sur l'écologie. Notre objectif va au-delà d'un projet de sensibilisation de notre écosystème. Notre volonté est la mise en place de structures permettant de le protéger et de vivre en harmonie avec lui."

Au cœur du Kurdistan Azadiya Welat milite pour un socialisme moyen-oriental



Azadiya Welat (« La Libération du Pays »), seul quotidien en langue kurde publié en Turquie et tiré à dix mille exemplaires, est l'objet d'une terrible répression. 70 journalistes et collaborateurs du journal ont été assassinés depuis la première sortie de Welat en 1992.

La rédaction de Azadiya Welat, basée depuis 2003 à Diyarbakir, est composée d'une trentaine de journalistes. Le journal est structuré sur le modèle d'une SCOP, sans hiérarchie. Les rémunérations sont égalitaires et il arrive que les journalistes renoncent à une partie de leurs revenus pour assurer la pérennité du journal. Le quotidien rencontre de nombreuses difficultés financières, celles que rencontre la presse "papier" dans son ensemble, auxquelles s'ajoutent celles découlant d'une politique de publicité "éthique" : Azadiya Welat s'interdit par exemple d'accepter des encarts publicitaires venant d'entreprises qui pratiquent une politique sexiste ou qui ne respectent pas l'environnement. De plus il s'interdit de publier en turc : c'est l'identité même du journal qui est en jeu !

63 journalistes toujours détenus en Turquie

Ces difficultés économiques sont encore aggravées par des complications d'ordre politique : amendes récurrentes, souvent payées grâce au soutien populaire, poursuites contre les journalistes entraînant un important turnover, interpellations touchant aussi les distributeurs, pressions administratives entravant le travail de l'imprimeur. 63 journalistes sont à ce jour détenus en Turquie, dont une quarantaine de Kurdes. Les deux collaborateurs d'Azadiya Welat qui avaient pris part à la grève de la faim de 60 jours en 2012 sont toujours sous les verrous et laissés sans soins malgré les séquelles dont ils souffrent.



70 journalistes de Azadiya Welat ont été assassinés depuis 1992

"Le 'paquet démocratique' d'Erdogan n'a débouché sur aucune libération de journalistes. Seules, quelques personnalités ont été relâchées pour masquer le maintien en détention de milliers de prisonniers anonymes. Actuellement, les deux partis islamistes (le mouvement de Fethullah Gülen et l'AKP) se disputent le pouvoir mais s'entendent pour contrer la révolution kurde. Nous militons pour créer un modèle de société basé sur un socialisme moyen-oriental. Son avènement ne se fait malheureusement pas sans effusion de sang".

Les organisations syndicales le dénonçaient depuis longtemps... c'est arrivé le 13 mai à Soma

Elle était prévisible la catastrophe minière, survenue le 13 mai à Soma en Turquie, qui a fait près de 300 victimes. Elle donne un violent coup de projecteur sur un scandale que des organisations syndicales comme le KESK (Confédération des syndicats des fonctionnaires) et le DISK (Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie) dénoncent depuis longtemps. Ces deux confédérations, membres, comme la plupart des syndicats français, de la CES (Confédération européenne des Syndicats) n'ont cessé de dénoncer les conditions de travail imposées aux travailleurs, et ce malgré la répression féroce dont leurs membres sont victimes.

Répression syndicale

Depuis la chute de la dictature la situation n'a pas vraiment changé, bien au contraire : de nombreuses restrictions sont apportées à l'implantation syndicale dans les entreprises et la prison est toujours le lot des manifestants. Par exemple, des poursuites ont été engagées contre 500 syndicalistes ayant participé, en 2012, à une manifestation et les responsables syndicaux mis en détention sont toujours en prison. La répression a tué 24 syndicalistes depuis 1990. Les syndicats dénoncent les détentions arbitraires.

Les conditions de travail responsables des nombreux accidents de travail

"3 personnes décèdent et 172 sont blessées chaque jour suite à un accident du travail" dénonce "l'Observatoire de la vie en Turquie" du 13 mars 2013 "la Turquie détient le triste record d'être le pays le plus dangereux pour ses travailleurs en Europe, et le troisième au monde après l'Algérie et le Salvador. Les secteurs les plus dangereux sont la construction, les secteurs miniers et la sidérurgie".

D'après Uzur Laman Président du Syndicat KESK des transports de Diyarbakir, Turkish Air line est classée à la 51^e place au plan mondial en matière de sécurité et de santé. L'Etat envisagerait même de supprimer, dans la loi 657 régissant la fonction publique, les éléments gênants qui garantissent la sécurité.

Les conditions de salaires et le pouvoir d'achat

Le gouvernement déclare lui-même que 60 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté. C'est le lot de nombre de retraités. La revendication très actuelle des syndicats porte sur une augmentation des salaires et des pensions mettant les travailleurs en activité ou en retraite au dessus du seuil de pauvreté. Les syndicats exigent que les résultats du progrès économiques soient mieux répartis.

L'adhésion à la confédération européenne des syndicats

L'adhésion à la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.) est très importante. Le KESK considère que son adhésion à la C.E.S. lui a permis des avancées en matière de formation professionnelle dans les domaines de la sécurité et de la santé au travail, même si le niveau reste très insuffisant.

Les brimades anti-kurdes

La lutte que mène le peuple Kurde pour sa reconnaissance est parfois payée d'un lourd tribut. Les brimades anti-kurdes (agressions physiques, dénigrement) ne sont pas rares. Les plaintes ne sont pas prises en compte et peuvent même se retourner contre le plaignant. Les syndicats qui luttent pour que la démocratie existe partagent les revendications avec les organisations politiques luttant pour la reconnaissance de toutes les identités.

Au cœur du Kurdistan Les élections locales et régionales

Ce sont des élections qui concernent l'ensemble des collectivités locales : les mairies des villes métropolitaines, de districts et des communes de plein exercice. Elles concernent aussi les "provinces", (élections des assemblées départementales équivalentes à nos conseils régionaux). Le système est celui de la proportionnelle à un tour avec un barrage de 10%, en dessous duquel une liste ne peut pas entrer au conseil municipal. Le vote est obligatoire, ce qui relativise le succès d'une participation qui frôle les 90%.

Le BDP peut se réjouir du résultat global des élections locales et régionales dans la région du Kurdistan : "Nous avons gardé huit grandes villes, gagné trois autres et plusieurs villes moyennes, dont AĞRI, remportant au total 102 mairies".

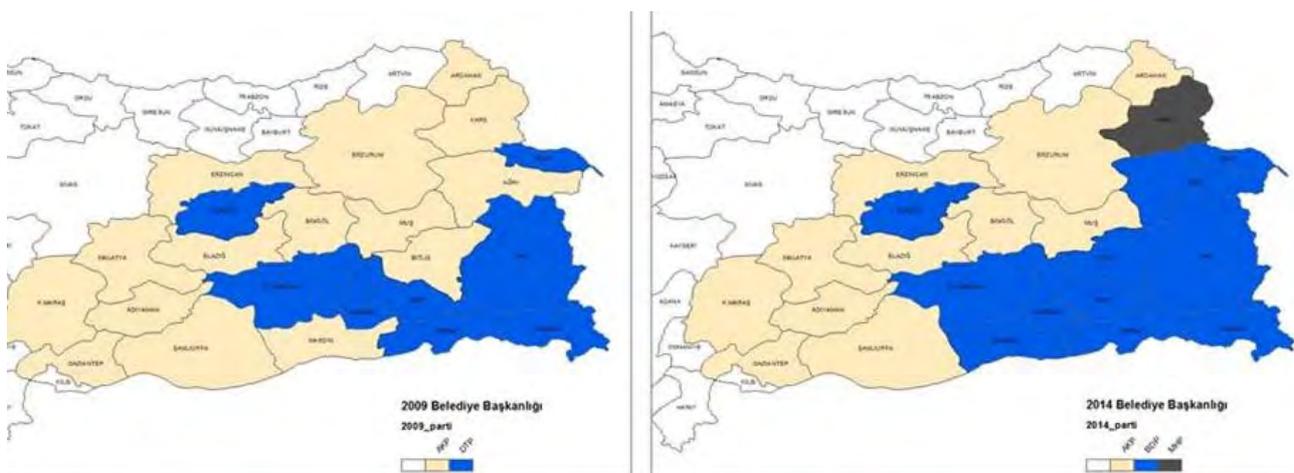
BDP	parti qui milite pour la paix et une autonomie démocratique	102
AKP	parti islamo conservateur	96
CHP	parti social-démocrate, républicain, laïc	12
MHP	Parti nationaliste d'extrême droite	7
SP	parti islamiste (issu du Refah)	7
BAĞIMSIZ	des « indépendants »	4
DP	parti conservateur (issu du DYP)	4
HAKPAR	parti kurde autonomiste et conservateur	1
IDP	parti "Démocratie ouvrière"	1
DSP	parti social-démocrate laïc (issu du CHP)	1
BBP	parti islamiste et nationaliste d'extrême droite	1
ÖDP	parti socialiste turc	1
TKP	parti communiste turc	1
	total	238

Pour évaluer le succès du BDP, il faut tenir compte de la réforme territoriale qui a procédé à un regroupement de communes.

Le BDP s'est présenté aux suffrages des électeurs dans 238 communes.

Le nombre de mairies gérées par le BDP passe de 78 à 102, soit : 3 villes métropolitaines : DİYARBAKIR, VAN et MARDİN, 8 villes-préfectures provinciales : AĞRI,

BATMAN, BITLIS, HAKKARİ, İĞDIR, SİİRT, ŞIRNAK TUNCELİ, 54 autres villes et 33 communes.



Elections 2009 et 2014 dans la région du Kurdistan : le BDP (en bleu) passe de 8 à 11 provinces

Ce succès a été obtenu malgré les tricheries, les intimidations, les achats de votes et autres manipulations du parti au pouvoir. Même un chat est venu à son secours en pénétrant, soi disant, dans un transformateur électrique, privant inopinément d'électricité une quarantaine de villes au moment du dépouillement des votes. La ficelle est quand même un peu grosse ! Trop c'est trop !

L'AKP a triché : l'ampleur des tricheries est telle qu'on est en droit de se demander si elle ne remet pas en cause la victoire, pourtant confortable, du parti au pouvoir.

Toutes les forces politiques et même la presse turque, ont, cette fois-ci, dénoncé ces manœuvres. Un petit groupe de jeunes activistes numériques, @140journos, a recueilli une masse d'éléments prouvant les nombreuses manipulations. **"La plupart des partis politiques ont été affectés d'une manière ou d'une autre par ces manipulations mais c'est essentiellement l'AKP qui en a profité"**. ([@140journos](#))

A défaut d'observateurs internationaux du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE, dont la présence aurait été fort utile sur le terrain, des militants associatifs et politiques sont venus de différents pays d'Europe pour accompagner les responsables du BDP soucieux de protéger la régularité des procédures de vote. Ils ont été frappés par le déploiement des forces militaires à l'entrée des villages et plus particulièrement à proximité des bureaux de vote, à l'entrée des bureaux et même à l'intérieur des bureaux. Les représentants du BDP ont dû, parfois, forcer le barrage



pour faire leur travail de délégué de parti. Autre témoignage du secteur de Sirnak (village de Guclukuonak,

fief contrôlé par l'AKP : **"visiblement nous étions des témoins gênants et des propos menaçants ont été proférés, nous faisant comprendre que nous n'étions pas les bienvenus"**.

Un autre groupe est revenu du village de Getab, dans le district de Silopi. Avec des photos et une vidéo (en camera cachée) : ici, ce sont cinq soldats, le doigt sur la gâchette, aux abords du bureau de vote, situé à l'intérieur de l'école. Là, c'est un officier installé très



officiellement derrière une table à l'intérieur même du bureau de vote. Là encore, on voit très nettement, à l'entrée du bureau de vote, un officier et un soldat, et, plus loin, postés à environ 20 mètres, dans la cour de l'école, face à l'entrée du bureau de vote, encore des militaires et des véhicules blindés.



Le rôle scandaleux du Haut Conseil électoral

L'intimidation a été permanente, avant et pendant les opérations de votes. A Ankara, la police turque a dispersé violemment des manifestants après que le CHP, principal parti d'opposition, ait déposé une requête devant le Haut Conseil électoral (YSK) dont l'attitude partisane a été manifeste : alors que toutes les demandes d'annulation venant des partis d'opposition étaient rejetées, celles présentées par l'AKP étaient systématiquement retenues. Ainsi tous les recours demandés par le BDP ont été rejetés. Même celui concernant Ceylanpinar, (province d'Urfa), où des milliers de bulletins de vote BDP ont été trouvés à demi calcinés. Des victoires AKP comme celle à Urfa-Métropole au détriment d'Osman Baydemir ont été entachées d'irrégularités. Par contre, le recours AKP concernant Ağrı a été pris en considération alors que les bulletins de vote donnant le BDP vainqueur avaient été recomptés quatorze fois ! Mais les électeurs, convoqués le 1^{er} juin pour un nouveau vote, ont donné une avance encore plus confortable à Siri Sakik, député BDP qui devient co-maire d'Ağrı avec Mukaddes Kubilay.



Sirri Sakik, co-maire d'Ağrı, en meeting à Rennes (octobre 2010) en compagnie d'Eyyup Doru, représentant le BDP en Europe.

L'autonomie démocratique avec le BDP/HDP Une révolution pacifique en marche

Avec la création des Conseils de citoyens au niveau des communes et des quartiers, le BDP a mis en application un concept appelé "autonomie démocratique" présent également dans l'organisation du DTK (Congrès pour une société démocratique), qui est, pour les Kurdes, le Parlement kurde du Kurdistan de Turquie, la représentation kurde, dans toutes ses composantes. Mais le BDP veut, aujourd'hui, aller plus loin et propose ce concept à la société turque, dans toutes ses composantes, avec la constitution d'un nouveau parti : le HDP (Parti de la Démocratie du Peuple). Il compte rallier les partis de gauche, les minorités ethniques et religieuses, les syndicalistes, les intellectuels, et tous ceux qui se reconnaissent dans le mouvement protestataire qui a pris naissance dans le parc de "Gezi".

Un groupe de députés HDP siège au Parlement de Turquie

Ce n'est pas un 8^o parti pro-kurde venant après les interdictions du HEP, ÖZDEP, DEP, HADEP, DEHAP et DTP mais une formation politique ouverte à ceux et celles qui veulent refonder une république démocratique et décentralisée. N'a-t-on pas entendu, lors de la campagne électorale des candidats HDP aux municipales, les slogans : "gouvernance territoriale", "autonomie démocratique", "éducation dans la langue maternelle", "liberté de croyance", "droits pour les alévis", "liberté pour les prisonniers politiques", "non à l'exploitation capitaliste", "oui à l'écologie", "non aux interventions impérialistes en Syrie", "encouragement aux Kurdes de Syrie", "non aux mesures discriminatoires contre les homosexuels". Tous les députés BDP ont démissionné pour former le groupe parlementaire HDP et siéger en tant que tel au Parlement de Turquie.

Quelques points forts du programme

Large décentralisation : 25 provinces (pouvant disposer d'un drapeau, d'un parlement, d'une capitale, des forces de défense) dotées de vrais pouvoirs en matière d'éducation, de santé, d'écologie et d'économie.

Liberté d'expression et d'opinion : liberté de la presse, liberté pour tous les prisonniers politiques (y compris A. Öcalan).

Parité homme/femme dans la vie sociale, économique et politique : mise en place de façon spectaculaire, lors des dernières élections municipales, par le BDP, avec l'élection de "co-maire", binôme "homme/femme", à la tête de chaque collectivité locale.

Diversité culturelle et respect des identités : défense des langues maternelles (enseignement, création d'écoles, bilinguisme dans les services publics et autres administrations) création de centres culturels, protection du patrimoine,

Ecologie : protection de l'environnement, lutte contre la pollution, déminages des zones frontalières

Politique socio-économique de proximité avec débats au niveau des "communes de rues et de villages", des "assemblées de quartier".

**Rojbin assassinée : il n'y a pas de mots pour exprimer notre
chagrin et notre colère**



Hakkari, le 28 mars 2014, - Les tisseuses de l'atelier Rengin découvrent, émues, le poème de Hasan Dogan dédié à "Rojbinim", "sa fille chérie" : "*dans le cœur des Apoïstes ma Rojbin est immortelle ...tes amis continuent le combat*".

Les Kurdes et les amis du Peuple kurde pleurent les trois militantes kurdes, Sakine, Fidan (Rojbin), et Leyla, assassinées en plein Paris le 9 janvier 2013, et exigent que justice leur soit rendue.

Ils demandent

- A la justice française de démasquer et de punir les commanditaires et les exécutants
- Au président de la République française de recevoir les familles des victimes
- A la ville de Paris d'apposer une plaque commémorative au N° 147 rue La Fayette

**Le 9 janvier 2013, à Paris, 147 rue La Fayette,
Sakine Cansiz, Fidan Dogan, Leyla Soylemez
trois militantes kurdes
étaient lâchement assassinées**